

## Pièces

<b>P.J n°1</b> – Description détaillée du projet
--

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b><i>Situation géographique</i></b>	<b>3</b>
<b>1.1</b>	<b>Localisation</b>	<b>3</b>
<b>1.2</b>	<b>Environnement du site</b>	<b>4</b>
<b>1.3</b>	<b>Plan parcellaire</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b><i>L'activité industrielle de l'établissement</i></b>	<b>5</b>
<b>2.1</b>	<b>Nature et volume des activités</b>	<b>5</b>
2.1.1	Composition du stockage	6
2.1.2	Mode de stockage et organisation	8
2.1.2.1	Stockage sur palettiers / étagères	8
2.1.2.2	Stockage en masse	8
2.1.2.3	Répartition des stockages	9
2.1.2.4	Conditions de stockages pour les matières dangereuses	10
<b>2.2</b>	<b>Installations associées et locaux techniques</b>	<b>11</b>
2.2.1	Electricité	11
2.2.2	Alimentation en eau	11
2.2.3	Local de charge	11
2.2.4	Local sprinkler et défense incendie	12
2.2.5	Chauffage / Climatisation	12
2.2.6	Stationnement	13
2.2.7	Locaux administratifs : bureaux et locaux sociaux	13
2.2.8	Aménagements extérieurs	13
<b>2.3</b>	<b>Effectifs et Rythme d'activité prévisionnel</b>	<b>13</b>
<b>3</b>	<b><i>Recensement des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement</i></b>	<b>14</b>
<b>3.1</b>	<b>Installations classées pour la protection de l'environnement</b>	<b>14</b>
<b>3.2</b>	<b>Détermination du statut Seveso</b>	<b>24</b>
3.2.1	Dépassement direct d'un seuil	24
3.2.2	Règle de cumul	25
<b>3.3</b>	<b>Classement au titre de la loi sur l'eau</b>	<b>28</b>
<b>3.4</b>	<b>Rubriques de la nomenclature des évaluations environnementales</b>	<b>28</b>
<b>3.5</b>	<b>Principales réglementations applicables en matière de protection de l'environnement</b>	<b>30</b>

# 1 SITUATION GEOGRAPHIQUE

## 1.1 LOCALISATION

Le projet de la société BARYFLOR est localisé sur la commune de Marignane (13), dans la ZAC des Florides, au droit du lot 23. La localisation est présentée ci-dessous.

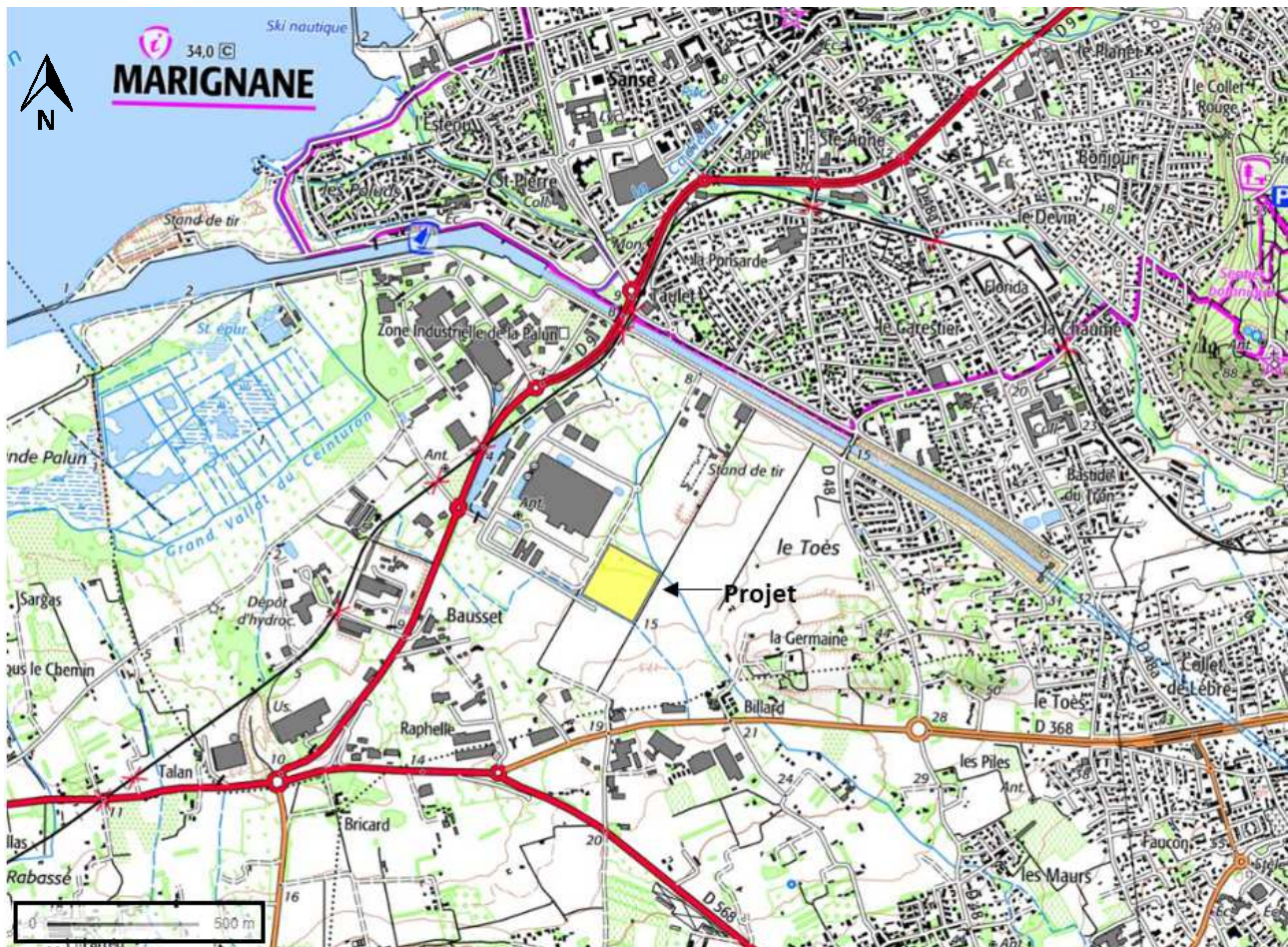


Figure 1 : Localisation du site

La localisation du site sur fond IGN à l'échelle 1/25000 est présentée en PJ18 du dossier d'enregistrement.



## 1.2 ENVIRONNEMENT DU SITE

L'extrait ci-dessous permet d'apprécier l'environnement du site.



Figure 2 : Environnement du site

Le projet sera délimité :

- au nord-ouest, par les entrepôts opérés par DAHER (pour AIRBUS HELICOPTERS),
- à l'ouest, par un lot non occupé actuellement, puis par AIRBUS HELICOPTERS,
- au nord-nord-est, à l'est et au sud par des terrains de la ZAC non aménagés.

## 1.3 PLAN PARCELLAIRE

Le terrain constituant l'assiette foncière du projet est rattaché à la commune de Marignane dans son intégralité. Il est composé de cinq parcelles cadastrées en section Z totalisant une superficie de 33 546 m<sup>2</sup>.

Section	Parcelle	Surface
Z	198	24709
Z	201	1145
Z	204	4986
Z	206	1506
Z	269	1200



## **2 L'ACTIVITE INDUSTRIELLE DE L'ETABLISSEMENT**

### **2.1 NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES**

---

Le projet s'implantera sur un terrain de 33 546 m<sup>2</sup>.

L'entrepôt sera constitué de 3 cellules de stockage :

- cellule 1 : 5 177 m<sup>2</sup> de surface de plancher,
- cellule 2 : 5 150 m<sup>2</sup> de surface de plancher,
- cellule 2 : 5 177 m<sup>2</sup> de surface de plancher.

L'entrepôt comportera également des bureaux et locaux sociaux, des locaux de charge et des locaux techniques : TGBT, local transformateur, local sprinkler, local chaufferie et local photovoltaïque.

Une installation photovoltaïque est prévue en toiture de l'entrepôt.

Le projet intègre également l'aménagement de l'ensemble des espaces extérieurs nécessaires à son fonctionnement, soit :

- les espaces nécessaires à la circulation, au stationnement et à l'évolution des véhicules poids lourds accédant sur le site,
- les espaces nécessaires à la circulation et au stationnement des véhicules légers du personnel et des visiteurs, ainsi que les espaces et équipements dédiés à la circulation sécurisée des piétons sur le site,
- les espaces et équipements créés pour la lutte contre l'incendie et la surveillance du projet,
- les ouvrages permettant la connexion aux réseaux d'adduction et d'assainissement.

### **2.1.1 Composition du stockage**

L'entrepôt logistique est développé et conçu pour accueillir une grande diversité de marchandises (produits manufacturés de l'industrie ou de la grande distribution). Nous détaillons ci-dessous de manière générale les produits majoritaires qui pourraient être stockés.

#### **Les matières incombustibles :**

Une partie des marchandises est **incombustible** : verre, métal, poterie, vaisselle et matériaux de construction. Ce tonnage n'est pas à prendre en compte dans les produits combustibles, d'autant que la présence de matériaux incombustibles permet de limiter la propagation d'un incendie, en cloisonnant les autres matériaux et en limitant le rayonnement thermique.

#### **Les matières plastiques :**

Le classement des ICPE distingue :

- les polymères utilisés comme matière première (granulés de polypropylène par exemple) en industrie de la plasturgie ;
- les marchandises et produits finis comprenant dans leur composition plus de 50 % en poids de matières plastiques : stockage de jouets, de textiles, de matériels de sports,...

#### **Les papiers cartons et bois :**

Ces matières sont des matériaux bruts, tels que des bobines de papier destinées au façonnage ou à l'impression, ou des marchandises transformées telles que journaux, meubles, ...

Ces matières se retrouvent également dans la constitution des emballages qui peuvent représenter une fraction non négligeable du poids et du volume des marchandises entreposées : cartons d'emballages, palettes...

#### **Les produits alimentaires :**

Les denrées agro-alimentaires sont des solides ou des liquides. Les solides sont généralement des combustibles à faible pouvoir calorifique : produits frais, biscuits, produits secs. Les conserves, de par l'emballage sont de très mauvais combustibles.

Les liquides sont soit des ininflammables (eau, boissons), soit des combustibles ou inflammables (alcools, par exemple). Lorsque ces liquides sont conditionnés en verre, la propagation d'un incendie éventuel est limitée. Ces liquides sont en conditionnement de faible volume : 0,75 litre généralement.

#### **Les matières dangereuses :**

Il est nécessaire de fixer les grandes catégories de marchandises pouvant être présentes sur le site, ainsi que celles interdites. Il s'agit en effet de s'assurer que les produits qui seront stockés sont, de par leur nature et/ou leur quantité, compatibles avec l'aménagement et la structure du bâtiment, l'arrêté d'enregistrement, ainsi qu'avec le dispositif d'extinction automatique mis en place (ESFR en solution de base, mais pouvant être adapté aux marchandises à stocker).

Les marchandises suivantes seront donc susceptibles d'être stockées sur le site :

- Composants électroniques
- Produits alimentaires (produits frais, conserves, boissons non alcoolisées, aliments secs pour animaux, ...) ;
- Matières plastiques sous forme de matières premières (billes plastiques,...) ;
- Produits manufacturés divers (pièces détachées, électroménager, machines, outillage, matériel électrique et électronique, jouets,...) ;
- Articles textiles et de sport, sauf rouleaux de tissus ;
- Produits d'hygiène (savons, shampoings, gels douche, dentifrice,...) ;
- Produits d'entretien ménager (liquide vaisselle, produits lessiviels solides ou liquides) ;
- Bois (meubles,...) ;

- Carton, papier (sauf bobines de papier, ouate de cellulose, papier essuie-tout).

➤ **Produits Dangereux**

Certains produits d'hygiène et d'entretien peuvent être classés dangereux. Ainsi pour chaque classe de substances dangereuses, des quantités maximales susceptibles d'être stockées sur le site ont été définies :

- produits toxiques solides ou liquides : 0,04 t pour la rubrique 4110 et 0,9 t pour chacune des rubriques 4120, 4130 et 4140
- produits dangereux pour l'environnement, très toxiques pour les organismes aquatiques : 15 t
- produits dangereux pour l'environnement, toxiques pour les organismes aquatiques : 80 t
- produits à base d'hypochlorite de sodium : 15 t
- produits réagissant violemment au contact de l'eau : 5 t
- comburants solides : 1 t
- comburants liquides : 1 t
- aérosols contenant des gaz inflammables : 12 t
- liquides inflammables : 40 t
- dérivés pétroliers : 40 t
- liquides combustibles : 90 t
- solides facilement inflammables : 0,04 t
- soude : 80 t
- alcools de bouche (>40°) : 40 m<sup>3</sup>



## **2.1.2 Mode de stockage et organisation**

Nous décrivons dans cette partie les différents scénarios de stockage envisageables pour l'entreposage des marchandises décrites.

### **2.1.2.1 Stockage sur palettiers / étagères**

C'est le type de stockage adapté à cette nature de bâtiment et pour des marchandises en palettes standard. Les racks de stockage seront espacés pour permettre le passage et la manœuvre des chariots.

Les palettes seront stockées sur plusieurs niveaux.

Les produits arrivant sur les quais seront acheminés vers les racks, en palettes entières. Les palettes seront reprises entières, ou selon le type de stockage, reprises par "picking" pour constitution de lots.

### **2.1.2.2 Stockage en masse**

Certains conditionnements permettent le gerbage des palettes. Celles-ci sont alors stockées en masse par blocs. Ces blocs sont espacés pour le passage des chariots élévateurs.

Ce type de stockage est principalement retenu dans le cas de matériels volumineux.

Les stockages de produits en masse répondront aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté du 11/04/17 et formeront des îlots d'une surface maximale au sol de 500 m<sup>2</sup> sur une hauteur maximale de 8 m. La distance entre deux îlots devra être de 2 mètres minimum.

### 2.1.2.3 Répartition des stockages

La répartition des différents stockages, ainsi que les quantités associées sont présentées dans les tableaux ci-après.

#### **Stockage de matières combustibles**

Pour chacune des cellules, les quantités de matières combustibles susceptibles d'être présentes sont détaillées ci-dessous (volumes de stockages définis par Flumilog en fonction de la configuration saisie des stockages et sur la base des hypothèses suivantes :

- Masse d'une palette : 0,7 t/palette
- Volume d'une palette sur la base des dimensions suivantes : 1,2m \* 0,8m \* 1,5m soit 1,44 m<sup>3</sup> / palette

#### Pour un stockage en racks

	1510		1530		1532		2662		2663	
Cellule	m3	t	m3	t	m3	t	m3	t	m3	t
<b>1</b>	19535	9500	19535	9500	19535	9500	19535	9500	19535	9500
<b>2</b>	19535	9500	19535	9500	19535	9500	19535	9500	19535	9500
<b>3</b>	19535	9500	19535	9500	19535	9500	19535	9500	19535	9500
<b>Total</b>	58605	28500	58605	28500	58605	28500	58605	28500	58605	28500

Il convient toutefois de noter que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, et suite aux modifications récentes de nomenclature, les rubriques 1530, 1532, 2662 et 2663 ne seront plus applicables pour l'entrepôt et celui-ci relèvera uniquement de la rubrique 1510. Toutefois, ces rubriques sont mentionnées dans la présente demande d'enregistrement car elles correspondent aux matières susceptibles d'être présentes.

#### Pour un stockage en masse

	1510		1530		1532		2662		2663	
Cellule	m3	t	m3	t	m3	t	m3	t	m3	t
<b>1</b>	26880	13067	26880	13067	26880	13067	26880	13067	26880	13067
<b>2</b>	26880	13067	26880	13067	26880	13067	26880	13067	26880	13067
<b>3</b>	26880	13067	26880	13067	26880	13067	26880	13067	26880	13067
<b>Total</b>	80640	39200	80640	39200	80640	39200	80640	39200	80640	39200

Il convient toutefois de noter que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, et suite aux modifications récentes de nomenclature, les rubriques 1530, 1532, 2662 et 2663 ne seront plus applicables pour l'entrepôt et celui-ci relèvera uniquement de la rubrique 1510. Toutefois, ces rubriques sont mentionnées dans la présente demande d'enregistrement car elles correspondent aux matières susceptibles d'être présentes.

## 2.1.2.4 Conditions de stockages pour les matières dangereuses

Ces produits feront l'objet d'une note d'organisation spéciale au vu de leur stockage. Pour cela, la société BARYFLOR et/ou les sociétés co-exploitantes tiendront à jour un plan de leurs stockages et donc de leurs produits dangereux afin de pouvoir informer les services de secours des dangers en présence en cas d'un éventuel sinistre.

Des conditions de stockage ont été définies afin de respecter les prescriptions réglementaires :

- ✓ En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,
  - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables sera limitée à :
    - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;
    - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.
    - la hauteur ne sera pas limitée pour les autres matières dangereuses.
- ✓ Les matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :
  - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
  - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés

### Précisions sur les quantités présentes :

Les quantités sollicitées et présentées dans le dossier correspondent à une situation majorante. Les produits stockés resteront sous les seuils de déclaration.

### Gestion des incompatibilités :

Conformément à l'article 8 de l'arrêté du 11 Avril 2017, les matières chimiquement incompatibles ou susceptibles d'aggraver un incendie, ne peuvent être stockées ensemble que si l'exploitant prévoit des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. Cette règle ne sera applicable que sur les conditionnements de vrac matières premières et non sur des produits finis emballés et en petit contenant.

	●	✗	✗	✗	✗	✗	✗	✗	✗
	✗	+	✗	✗	✗	✗	✗	+	✗
	✗	✗	+	●	✗	✗	✗	✗	✗
	✗	✗	●	+	●	✗	✗	✗	✗
	✗	✗	✗	●	●	●	●	●	●
	✗	✗	✗	✗	●	+	+	+	+
	✗	✗	✗	✗	●	+	+	+	+
	+	+	✗	✗	●	+	+	+	+
	✗	✗	✗	✗	●	+	+	+	+

**✗ Ne peuvent pas être stockés ensemble**

**● Peuvent être stockés ensemble sous certaines conditions**

**+** Peuvent être stockés ensemble

• Si un produit comporte plusieurs pictogrammes de danger, prendre en compte l'ordre suivant : explosif > comburant > inflammable > corrosif > toxique > nocif > irritant.

• Informez-vous : même s'ils affichent le même pictogramme, certains produits ne peuvent pas être stockés ensemble. Consultez la fiche de données de sécurité (FDS), la notice d'utilisation, les consignes de stockage et de sécurité ou contactez votre fournisseur.



## **2.2 INSTALLATIONS ASSOCIEES ET LOCAUX TECHNIQUES**

---

### **2.2.1 Electricité**

Le site sera alimenté par une ligne électrique qui alimentera un poste de transformation (dont la puissance sera définie suivant besoins utilisateur).

Le local sera installé dans un local en béton coupe-feu 2h. Un transformateur est prévu, il sera de type sec. Le local sera accolé au local TGBT lui-même accolé à la façade Est de la cellule 3 ; ils seront séparés par un mur béton CF 2h.

L'électricité sera utilisée pour :

- le chauffage des bureaux et locaux sociaux (par convecteurs ou pompes à chaleur réversible),
- le rafraîchissement des bureaux,
- la charge des batteries d'accumulateurs,
- l'éclairage.

### **2.2.2 Alimentation en eau**

L'établissement sera alimenté en eau potable depuis le réseau public communal.

Le site ne possèdera pas d'alimentation en eau de forage.

### **2.2.3 Local de charge**

Le site disposera de deux locaux de charge permettant de réaliser la charge des batteries des chariots de manutention. Positionnés en façade Nord des cellules 1 et 3, chaque local disposera d'une surface d'une centaine de m².

La puissance de courant continue utilisable pour les opérations de charge représentera environ 250 kW.

Le local présentera les dispositions constructives suivantes :

- ✓ Murs coupe-feu de degré 2 heures
- ✓ Parois extérieures en bardage métallique,
- ✓ Toiture Broof t3,
- ✓ Mise en place d'un exutoire pour l'évacuation des fumées et gaz de combustion en cas d'incendie,
- ✓ Le sol sera étanche (traité anti-acide), incombustible et équipé de façon à pouvoir retenir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement. Pour cela, une forme de pente permettra le recueil des produits dans un regard étanche prévu à cet effet.

Une ventilation mécanique sera prévue avec asservissement de la charge des chariots à la ventilation. En cas d'arrêt du système de ventilation, la charge des chariots sera coupée.

Le local sera ventilé mécaniquement par des extracteurs en toiture. Le fonctionnement des chargeurs de batteries sera asservi à la ventilation mécanique. Le débit d'extraction sera au minimum dimensionné pour être conforme à l'arrêté du 29 mai 2000.

Le débit d'extraction sera au minimum de :

$$Q = 0,05 N I$$

- ✓ N : nombre total d'éléments de batteries en charge simultanément
- ✓ I : courant d'électrolyse en A
- ✓ Q : débit minimal de ventilation en m<sup>3</sup>/h.

La dérogation suivante est sollicitée pour le local de charge

Point de l'arrêté concerné	Dispositions mises en œuvre sur le site	Mesures associées justifiant la dérogation
2.4.1. Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : [...] - couverture incombustible ; [...]	Les locaux de charge auront une toiture de même nature que celle de l'entrepôt, de classe Broof (t3)	Au regard des faibles risques présentés par les locaux de charge : - Absence de stockage de matières dangereuses ou combustibles dans ces locaux, - Présence d'une ventilation naturelle et mécanique asservie à la charge, il ne nous paraît pas opportun de prévoir une toiture incombustible. La toiture du local sera de même nature que celle de l'entrepôt (classement au feu Broof t3).

#### 2.2.4 Local sprinkler et défense incendie

Le local sprinkler ainsi que sa cuve d'eau associée sera implantée en façade Est du bâtiment, accolés à la cellule 3. La cuve présentera une capacité d'environ 600 m<sup>3</sup>. Le système de sprinklage sera adapté aux risques présents dans l'entrepôt et sera mis en place suivant un référentiel en vigueur (APSAD, FM, NFPA). A ce stade, le référentiel qui sera mis en place n'est pas figé, et fera l'objet d'une validation par les assureurs en amont.

Le local technique abritera un groupe motopompes diesel associé à la protection sprinkler. La réserve d'eau sera destinée à assurer les besoins en eau sous pression de l'installation de sprinklage.

La pompe diesel permettra d'obtenir une autonomie conforme aux recommandations des différents référentiels et règles assureurs. Une réserve de fioul d'une capacité comprise entre 500 et 1 000 litres environ permettra d'assurer les remplissages des pompes après les opérations de maintenance. Cette cuve sera double paroi.

#### 2.2.5 Chauffage / Climatisation

Une chaudière alimentée au gaz naturel, et de puissance thermique inférieure à 1 MW sera présente sur le site. Au regard de sa puissance, cette chaudière ne sera pas soumise à déclaration au titre de la rubrique 2910. La chaufferie respectera néanmoins les dispositions du point 18.1 de l'arrêté du 11 avril 2017. Ainsi, elle située dans un local exclusivement réservé à cet effet, isolé de l'entrepôt par une paroi REI 120. A l'extérieur de la chaufferie seront installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

A noter également la présence d'installation de PAC réversibles pour les bureaux. La quantité de fluide susceptible d'être présente sera inférieure à 300 kg (quantité de l'ordre de 50 kg).

### **2.2.6 Stationnement**

Les véhicules légers des membres du personnel pourront stationner sur des emplacements privatifs internes au site.

Il est en effet prévu un parking VL de 102 places, au Sud du bâtiment, dont 3 places dédiées aux personnes à mobilité réduites.

### **2.2.7 Locaux administratifs : bureaux et locaux sociaux**

Deux blocs bureaux volume abritant les Bureaux / Locaux Sociaux (dit « BLS ») sont prévus :

- Bureaux A, implantés à l'angle Sud-est et répartis sur deux niveaux,
- Bureaux B, implantés à l'angle Sud-ouest et répartis sur deux niveaux.

Ces bureaux représentent une surface de plancher cumulée de 1 033 m<sup>2</sup>.

### **2.2.8 Aménagements extérieurs**

Les surfaces libres de voirie et de construction traitées en espaces végétalisés, représentent 6 132 m<sup>2</sup>, soit environ 18% de la parcelle de 33 546 m<sup>2</sup>.

Le projet comprend l'aménagement de deux bassins de rétention, dédiés à la collecte des eaux pluviales et également dimensionnées pour assurer la rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie

La gestion hydraulique du projet ainsi que le calcul D9A pour le dimensionnement des eaux d'extinction en cas d'incendie sont décrits en PJ2.

## **2.3 EFFECTIFS ET RYTHME D'ACTIVITE PREVISIONNEL**

---

Ces éléments sont donnés à titre indicatif, et ils pourront évoluer en fonction du type d'exploitation et de la charge de l'entrepôt.

Le bâtiment de stockage est prévu en termes de bureaux et locaux sociaux pour un effectif de 100 personnes.

Pour ce type d'activité, le travail pourra être réalisé en 3 postes, du lundi au dimanche.  
L'entrepôt sera donc susceptible d'être exploité tous les jours de l'année.

Les rythmes d'activités seront les suivants :

- pour le personnel d'exploitation de l'entrepôt : 0h / 24h ;
- pour le personnel administratif : en journée dans la plage horaire 7h-20h du lundi au vendredi.



### **3 RECENSEMENT DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Les tableaux suivants ont été élaborés sur la base de la Nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en vigueur et de ses dernières modifications en date du 24/09/2020.

#### **3.1 INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

---

(\*) AS : Autorisation avec Servitude d'utilité publique      A : Autorisation      E : Enregistrement      D : Déclaration  
DC : Déclaration avec contrôle      NC : Non Classable

RUBRIQUE	LIBELLE SIMPLIFIE DE LA NOMENCLATURE ICPE	DETAIL DES INSTALLATIONS OU ACTIVITES CORRESPONDANTES	CAPACITE TOTALE	CLASSEMENT RAYON
1510-2b	<p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques:</p> <p><i>1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39. a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement → (A-1)</i></p> <p><i>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</i></p> <p><i>a) Supérieur ou égal à 900 000 m<sup>3</sup> → (A-1)</i></p> <p><i>b) Supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m<sup>3</sup> → (E)</i></p> <p><i>c) Supérieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m<sup>3</sup> → (DC)</i></p> <p><i>« Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes. »</i></p>	<p>L'entrepôt n'entre pas dans le champ de la colonne évaluation environnementale systématique en application de la rubrique 39.</p> <p>Cellule 1 : 5177 m<sup>2</sup> - 13,8 m au faitage Cellule 2 : 5150 m<sup>2</sup> - 13,8 m au faitage Cellule 3 : 5177 m<sup>2</sup> - 13,8 m au faitage Volume global de 213 955 m<sup>3</sup></p> <p>Quantité maximale de matières combustibles supérieure à 500 tonnes</p> <p>Volume de l'entrepôt : 213 955 m<sup>3</sup></p>	213 955 m <sup>3</sup>	E

RUBRIQUE	LIBELLE SIMPLIFIE DE LA NOMENCLATURE ICPE	DETAIL DES INSTALLATIONS OU ACTIVITES CORRESPONDANTES	CAPACITE TOTALE	CLASSEMENT RAYON
1185-2a	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p><i>1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension.</i>  <i>Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant :</i>  <i>a) Supérieure à 800 l → (A-1)</i>  <i>b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l → (D)</i></p> <p><i>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</i>  <i>a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg → (DC)</i>  <i>b) Equipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg → (D)</i></p> <p><i>3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire.</i>  <i>1) Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :</i>  <i>a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l → (D)</i>  <i>b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l → (D)</i>  <i>2) Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement → (D)</i></p>	Utilisation de gaz à effet de serre fluorés	50 kg	NC
1436	<p>Liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C <sup>(1)</sup>, à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de).</p> <p><i>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant :</i>  <i>1. Supérieure ou égale à 1 000 t → (A-2)</i>  <i>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t → (DC)</i></p>	<p>Stockage de liquides combustibles</p> <p>Quantité susceptible d'être présente : 90 t</p>	90 t	NC
1450	<p>Solides inflammables (stockage ou emploi de).</p> <p><i>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</i>  <i>1. Supérieure ou égale à 1 t → A</i>  <i>2. Supérieure ou égale à 50 kg mais inférieure à 1 t → D</i></p>	<p>Stockage de solides inflammables</p> <p>Quantité susceptible d'être présente : 40 kg</p>	40 kg	NC



RUBRIQUE	LIBELLE SIMPLIFIE DE LA NOMENCLATURE ICPE	DETAIL DES INSTALLATIONS OU ACTIVITES CORRESPONDANTES	CAPACITE TOTALE	CLASSEMENT RAYON
<b>1630</b>	<p>Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de).</p> <p>Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.</p> <p><i>Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.</i></p> <p><i>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</i></p> <p><i>1. Supérieure à 250 t → (A-1)</i></p> <p><i>2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t → (D)</i></p>	<p>Stockage de lessives de sodes</p> <p>Quantité maximale susceptible d'être présente : 80 t</p>	<b>80 t</b>	<b>NC</b>
<b>2925-1</b>	<p>Accumulateurs (ateliers de charge d').</p> <p><i>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW → (D)</i></p> <p><i>2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs → (D)</i></p> <p><i>(1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers</i></p>	<p>L'entrepôt disposera de deux locaux de charge</p> <p>Puissance maximale de courant continu : 250 KW</p>	<b>250 kW</b>	<b>D</b>
<b>4110-1</b> <b>4110-2</b>	<p>Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.</p> <p><i>1. Substances et mélanges solides.</i></p> <p><i>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</i></p> <p><i>a) Supérieure ou égale à 1 t → A</i></p> <p><i>b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 1 t → DC</i></p> <p><i>2. Substances et mélanges liquides.</i></p> <p><i>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</i></p> <p><i>a) Supérieure ou égale à 250 kg → A</i></p> <p><i>b) Supérieure ou égale à 50 kg, mais inférieure à 250 kg → DC</i></p> <p><i>3. Gaz ou gaz liquéfiés.</i></p> <p><i>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</i></p> <p><i>a) Supérieure ou égale à 50 kg → A</i></p> <p><i>b) Supérieure ou égale à 10 kg, mais inférieure à 50 kg → DC</i></p>	<p>Stockage de substances et mélanges solides ou liquides de toxicité aiguë de catégorie 1</p> <p>Quantité maximale susceptible d'être présente : 0,04 t</p>	<b>0,04 t</b>	<b>NC</b>

RUBRIQUE	LIBELLE SIMPLIFIE DE LA NOMENCLATURE ICPE	DETAIL DES INSTALLATIONS OU ACTIVITES CORRESPONDANTES	CAPACITE TOTALE	CLASSEMENT RAYON
<b>4120-1</b> <b>4120-2</b>	<p>Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition</p> <p><i>1. Substances et mélanges solides.</i>  <i>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</i>  <i>a) Supérieure ou égale à 50 t → (A-1)</i>  <i>b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t → (D)</i></p> <p><i>2. Substances et mélanges liquides.</i>  <i>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</i>  <i>a) Supérieure ou égale à 10 t → (A-1)</i>  <i>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t → (D)</i></p> <p><i>3. Gaz ou gaz liquéfiés.</i>  <i>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</i>  <i>a) Supérieure ou égale à 2 t → (A-3)</i>  <i>b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 2 t → (D)</i></p>	<p>Stockage de substances et mélanges solides ou liquides de toxicité aiguë de catégorie 2 (ex : pesticides liquides...)</p> <p>Quantité maximale susceptible d'être présente : 0,9 t</p>	<p><b>0,9 t</b></p>	<p><b>NC</b></p>
<b>4130-1</b> <b>4130-2</b>	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation</p> <p><i>1. Substances et mélanges solides.</i>  <i>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</i>  <i>a) Supérieure ou égale à 50 t → (A-1)</i>  <i>b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t → (D)</i></p> <p><i>2. Substances et mélanges liquides.</i>  <i>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</i>  <i>a) Supérieure ou égale à 10 t → (A-1)</i>  <i>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t → (D)</i></p> <p><i>3. Gaz ou gaz liquéfiés.</i>  <i>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</i>  <i>a) Supérieure ou égale à 2 t → (A-3)</i>  <i>b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 2 t → (D)</i></p>	<p>Stockage de substances et mélanges solides ou liquides</p> <p>Quantité maximale susceptible d'être présente : 0,9 t</p>	<p><b>0,9 t</b></p>	<p><b>NC</b></p>

RUBRIQUE	LIBELLE SIMPLIFIE DE LA NOMENCLATURE ICPE	DETAIL DES INSTALLATIONS OU ACTIVITES CORRESPONDANTES	CAPACITE TOTALE	CLASSEMENT RAYON
4140-1 4140-2	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p>1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 50 t → (A-1) b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t → (D)</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t → (A-1) b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t → (D)</p> <p>3. Gaz ou gaz liquéfiés. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 2 t → (A-3) b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 2 t → (D)</p>	<p>Stockage de substances et mélanges solides ou liquides</p> <p>Quantité maximale susceptible d'être présente : 0,9 t</p>	0,9 t	NC
4320	<p>Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 150 t → (A-2)</p> <p>2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t → (D)</p>	Quantité susceptible d'être présente : 12 tonnes	12 t	NC
4321	<p>Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 5 000 t → (A-1)</p> <p>2. Supérieure ou égale à 500 t et inférieure à 5 000 t. → (D)</p>	Quantité susceptible d'être présente : 100 tonnes	100 t	NC

RUBRIQUE	LIBELLE SIMPLIFIE DE LA NOMENCLATURE ICPE	DETAIL DES INSTALLATIONS OU ACTIVITES CORRESPONDANTES	CAPACITE TOTALE	CLASSEMENT RAYON
4330	<p>Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60°C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée<sup>1</sup>.</p> <p><i>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</i></p> <p>1. Supérieure ou égale à 10 t → (A-2)</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t → (DC)</p>	<p>Stockage de liquides inflammables de catégorie 1</p> <p>Quantité maximale susceptible d'être présente : 0,9 t</p>	0,9 t	NC
4331	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p><i>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</i></p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 000 t → (A-2)</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t → (E)</p> <p>3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t → (DC)</p>	<p>Stockage de liquides inflammables de catégorie 2 ou 3</p> <p>Quantité susceptible d'être présente : 40 t</p>	40 t	NC
4440	<p>Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3.</p> <p><i>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</i></p> <p>1. Supérieure ou égale à 50 t → (A-3)</p> <p>2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t → (D)</p>	<p>Quantité maximale susceptible d'être présente : 1 t</p>	1 t	NC
4441	<p>Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3.</p> <p><i>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</i></p> <p>1. Supérieure ou égale à 50 t → A.</p> <p>2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t → D</p>	<p>Quantité maximale susceptible d'être présente : 1 t</p>	1 t	NC
4510	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aigue 1 ou chronique 1.</p> <p><i>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</i></p> <p>1. Supérieure ou égale à 100 t → (A-1)</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t → (DC)</p>	<p>Quantité maximale susceptible d'être présente : 15 t</p>	15 t	NC

RUBRIQUE	LIBELLE SIMPLIFIE DE LA NOMENCLATURE ICPE	DETAIL DES INSTALLATIONS OU ACTIVITES CORRESPONDANTES	CAPACITE TOTALE	CLASSEMENT RAYON
4511	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.</p> <p><i>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</i></p> <p>1. Supérieure ou égale à 200 t → (A-1)</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t → (DC)</p>	Quantité maximale susceptible d'être présente : 80 t	80 t	NC
4718-1	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).</p> <p><i>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</i></p> <p>1. Pour le stockage en récipients à pression transportables</p> <p>a. Supérieure ou égale à 35 t → (A-1)</p> <p>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t → (DC)</p> <p>2. Pour les autres installations</p> <p>a. supérieure ou égale à 50 t → (A-1)</p> <p>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t → (DC)</p>	Quantité maximale susceptible d'être présente : 4 t	4 t	NC

RUBRIQUE	LIBELLE SIMPLIFIE DE LA NOMENCLATURE ICPE	DETAIL DES INSTALLATIONS OU ACTIVITES CORRESPONDANTES	CAPACITE TOTALE	CLASSEMENT RAYON
4734-2	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naptas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p><i>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :</i></p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : a) Supérieure ou égale à 2 500 t → (A-2) b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t → (E) c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total → (DC)</p> <p>2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t → (A-2) b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total → (E) c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total → (DC)</p>	<p>Cuve sprinkler Quantité maximale susceptible d'être présente : 1 t</p> <p>Autres produits (type gazole de chauffage domestique) : 39t</p> <p>Quantité totale susceptible d'être présente : 40 t</p>	40 t	NC
4741	<p>Les mélanges d'hypochlorite de sodium classes dans la catégorie de toxicité aquatique aigue 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classes dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classe dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400].</p> <p><i>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</i></p> <p>1. Supérieure ou égale à 200 t → (A-1) 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 200 t → (DC)</p>	<p>Quantité maximale susceptible d'être présente : 15 t</p>	15 t	NC
4755-1	<p>Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool d'origine agricole extra neutre rectifié, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.</p> <p>1. La quantité susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 5 000 t → (A-2)</p>	<p>Quantité maximale susceptible d'être présente : 100 t</p>	100 t	NC

RUBRIQUE	LIBELLE SIMPLIFIE DE LA NOMENCLATURE ICPE	DETAIL DES INSTALLATIONS OU ACTIVITES CORRESPONDANTES	CAPACITE TOTALE	CLASSEMENT RAYON
<b>4755-2</b>	<p>2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 500 m³ → (A-2)</p> <p>b) Supérieure ou égale à 50 m³ → (DC)</p>	Quantité maximale susceptible d'être présente : 40 m³ (soit 32 tonnes)	<b>32 t</b>	<b>NC</b>
<b>4801</b>	<p>Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 500 t → A</p> <p>2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t → D</p>	Quantité maximale susceptible d'être présente : 40 t	<b>40 t</b>	<b>NC</b>

**Tableau 1 : Tableau des ICPE du projet BARYFLOR**



## 3.2 DETERMINATION DU STATUT SEVESO

Afin de déterminer le statut Seveso du site, il est nécessaire de procéder aux vérifications suivantes :

- ↳ la vérification du dépassement direct des seuils Seveso, en application du point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement ;
- ↳ la vérification de la règle de cumul, en application du point II de l'article R. 511-11 du code de l'environnement.

Ces vérifications sont décrites dans les paragraphes suivants.

### 3.2.1 Dépassement direct d'un seuil

Le dépassement direct de la quantité seuil d'une des rubriques visées suffit à classer l'établissement sous le statut Seveso en question et à rendre l'établissement redevable des dispositions associées.

Ainsi, pour chaque rubrique (générique ou nommément désignée) identifiée par famille de produits, le statut applicable est déterminé par comparaison entre les quantités présentes dans l'établissement et les quantités Seveso indiqués dans la nomenclature des Installations Classées.

Rubrique	Seuil bas	Seuil haut	Quantités totales sur le site (t)	Statut Seveso
4110	5	20	0,04	Non
4120	50	200	0,9	Non
4130	50	200	0,9	Non
4140	50	200	0,9	Non
4320	150	500	12	Non
4321	5000	50000	100	Non
4330	10	50	0,9	Non
4331	5000	50000	40	Non
4440	50	200	1	Non
4441	50	200	1	Non
4510	100	200	15	Non
4511	200	500	80	Non
4718	50	200	4	Non
4734	2500	25000	40	Non
4741	200	500	15	Non
4755-1	5000	50000	100	Non
4755-2	5000	50000	32	Non

**Tableau 2 : Détermination du statut Seveso (dépassement direct)**

**Le site n'est pas classé Seveso par dépassement direct d'un seuil.**

### 3.2.2 Règle de cumul

La règle de cumul permet de vérifier si un établissement est redevable des exigences Seveso haut ou Seveso bas, dans le cas où les seuils correspondants ne seraient pas directement atteints.

La règle de cumul est utilisée pour évaluer de manière globale les dangers pour la santé (a), les dangers physiques (b) et les dangers pour l'environnement (c) présentés par un établissement. Elle s'applique afin de déterminer le statut seuil haut ou seuil bas d'un établissement, et ce même si aucun seuil n'est dépassé de manière directe.

Art. R. 511-11- II. - Les installations d'un même établissement relevant d'un même exploitant sur un même site au sens de l'article R. 512-13 répondent respectivement à la " règle de cumul seuil bas " ou à la " règle de cumul seuil haut " lorsqu'au moins l'une des sommes Sa, Sb ou SC ci-après est supérieure à 1.

- a) Dangers pour la santé : la somme Sa est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4100 à 4199 (y compris le cas échéant les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :

$$S_a = \sum \frac{q_x}{Q_{x,a}}$$

- b) Dangers physiques : la somme Sb est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4200 à 4499 (y compris le cas échéant les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :

$$S_b = \sum \frac{q_x}{Q_{x,b}}$$

- c) Dangers pour l'environnement : la somme SC est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4500 à 4599 (y compris le cas échéant les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :

$$S_c = \sum \frac{q_x}{Q_{x,c}}$$

"Qi" : quantité de substance ou mélange dangereux "x" susceptible d'être présente dans l'établissement

"Qx,a" : quantité seuil bas ou quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-3, 2792 ou numérotée 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4100 à 4199. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4100 à 4199, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée.

"Qx,b" : quantité seuil bas ou quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-3, 2792 ou numérotée 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4200 à 4499. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4200 à 4499, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée.

"Qx,c" : quantité seuil bas ou quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-3, 2792 ou numérotée 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4500 à 4599. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4500 à 4599, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée.

- d) Pour l'application de la règle de cumul seuil bas, ne sont pas considérées dans les sommes Sa, Sb ou Sc les substances et mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4799 pour lesquels ladite rubrique ne mentionne pas de quantité seuil bas.

<b>→ Tel que le présente le tableau ci-après, le site n'est pas classé SEVESO par règle de cumul.</b>
---

**BARYFLOR**  
Dossier d'enregistrement

Produit	Rubrique	Quantité (t)	Règle de cumul	Règle de cumul Seuil Bas				Règle de cumul Seuil Haut			
				Seuil bas associé	Somme (a)	Somme (b)	Somme (c)	Seuil haut associé	Somme (a)	Somme (b)	Somme (c)
Toxicité aiguë catégorie 1, pour l'une au moins des voies d'exposition	4110	0,04	(a)	5	0,008			20	0,002		
Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition	4120	0,9	(a)	50	0,018			200	0,0045		
Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation	4130	0,9	(a)	50	0,018			200	0,0045		
Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale	4140	0,9	(a)	50	0,018			200	0,0045		
Aérosols inflammables avec gaz inflammable de catégorie 1 ou 2 ou liquide inflammable de catégorie 1	4320	12	(b)	150		0,08		500		0,024	
Aérosols inflammables sans gaz inflammable de catégorie 1 ou 2 ou liquide inflammable de catégorie 1	4321	100	(b)	5000		0,02		50000		0,002	
Liquides inflammables de catégorie 1	4330	0,9	(b)	10		0,09		50		0,018	
Liquides inflammables de catégorie 2 ou 3	4331	40	(b)	5000		0,008		50000		0,0008	
Solides comburants catégories 1, 2 ou 3	4440	1	(b)	50		0,02		200		0,005	
Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3.	4441	1	(b)	50		0,02		200		0,005	
Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1	4510	15	(c)	100			0,15	200			0,075
Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 2 ou chronique 1	4511	80	(c)	200			0,4	500			0,16
Gaz inflammables liquéfiés	4718	4	(b)	50		0,08		200		0,02	
Produits pétroliers	4734	40	(b)(c)	2500		0,016	0,016	25000		0,0016	0,0016
Mélanges H400 à base d'hypochlorite de sodium contenant moins de 5% de chlore actif	4741	15	(c)	200			0,075	500			0,003
Alcools de bouche	4755-1	100	(b)	5000		0,02		50000		0,002	
	4755-2	32	(b)	5000		0,0064		50000		0,00064	
				<b>TOTAL</b>	<b>0,062</b>	<b>0,36</b>	<b>0,641</b>	<b>TOTAL</b>	<b>0,0155</b>	<b>0,08</b>	<b>0,2396</b>
				<b>≥ 1 ?</b>	<b>NON</b>	<b>NON</b>	<b>NON</b>	<b>≥ 1 ?</b>	<b>NON</b>	<b>NON</b>	<b>NON</b>

**Tableau 3 : Détermination du statut Seveso (application de la règle des cumuls)**

### 3.3 CLASSEMENT AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU

---

Le projet BARYFLOR porte sur la construction d'un entrepôt logistique sur la commune de Marignane dans la zone des Florides.

Il est rappelé que la zone des Florides est une zone déjà autorisée au titre de la Loi sur l'eau, (zone autorisée par arrêté préfectoral n°48-2009, présenté en annexe de ce document). Le projet prend en compte les prescriptions de cet arrêté, et ne vient pas générer de nouvelles rubriques au titre de la loi sur l'eau.

### 3.4 RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE DES EVALUATIONS ENVIRONNEMENTALES

---

Nous présentons ci-dessous un extrait des tableaux de l'annexe de l'article R122-2 du Code de l'Environnement.

Le projet est concerné par les rubriques 1 et 39 :

- Concernant la rubrique 1, le site relèvera du régime de l'enregistrement.
- Concernant la rubrique 39, le projet est soumis à permis de construire, avec une emprise au sol supérieure à 10 000 m<sup>2</sup> et inférieure à 40 000 m<sup>2</sup>

Tel que présenté dans le tableau ci-après, au regard des caractéristiques du projet, le projet est soumis à un processus d'examen au cas par cas. A noter que le dossier d'enregistrement est la première procédure déposée et embarque l'ensemble des cas par cas des rubriques annexées à l'article R.122-2 du code de l'environnement.

CATÉGORIES de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas
Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)		
1. Installations classées pour la protection de l'environnement	a) Installations mentionnées à l' <a href="#">article L. 515-28 du code de l'environnement</a> .	a) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
	b) Création d'établissements entrant dans le champ de l' <a href="#">article L. 515-32 du code de l'environnement</a> , et modifications faisant entrer un établissement dans le champ de cet article (*).	<b>b) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement (pour ces installations, l'examen au cas par cas est réalisé dans les conditions et formes prévues aux articles L. 512-7-2 et R. 512-46-18 du code de l'environnement.</b>
	c) Carrières soumises à autorisation mentionnées par la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et leurs extensions supérieures ou égales à 25 ha.	c) Extensions inférieures à 25 ha des carrières soumises à autorisation mentionnées par la rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE
	d) Parcs éoliens soumis à autorisation mentionnés par la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	
	e) Elevages bovins soumis à autorisation mentionnés par la rubrique 2101 (élevages de veaux de boucherie ou bovins à l'engraissement, vaches laitières) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	
	f) Stockage géologique de CO <sub>2</sub> soumis à autorisation mentionnés par la rubrique 2970 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	
	g) Usines intégrées de première fusion de la fonte et de l'acier.	
	h) Installations d'élimination des déchets dangereux, tels que définis à l'article 3, point 2, de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets, par incinération, traitement chimique, tel que défini à l'annexe I, point D 9, de ladite directive, ou mise en décharge.	
	i) Installations destinées à l'extraction de l'amiante ainsi qu'au traitement et à la transformation de l'amiante et de produits contenant de l'amiante, à la production d'amiante et à la fabrication de produits à base d'amiante.	
Travaux, ouvrages, aménagements ruraux et urbains		
39. Travaux, constructions et opérations d'aménagement.	a) Travaux et constructions créant une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme supérieure ou égale à 40 000 m <sup>2</sup> dans un espace autre que : -les zones mentionnées à l'article R. 151-18 du code de l'urbanisme, lorsqu'un plan local d'urbanisme est applicable ; -les secteurs où les constructions sont autorisées au sens de l'article L. 161-4 du même code, lorsqu'une carte communale est applicable ; -les parties urbanisées de la commune au sens de l'article L. 111-3 du même code, en l'absence de plan local d'urbanisme et de carte communale applicable ;	<b>a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du même code supérieure ou égale à 10 000 m<sup>2</sup> ;</b>
	b) Opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est supérieur ou égal à 10 ha ;	
	c) Opérations d'aménagement créant une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme supérieure ou égale à 40 000 m <sup>2</sup> dans un espace autre que : -les zones mentionnées à l'article R. 151-18 du code de l'urbanisme lorsqu'un plan local d'urbanisme est applicable ; -les secteurs où les constructions sont autorisées au sens de l'article L. 161-4 du même code, lorsqu'une carte communale est applicable ; -les parties urbanisées de la commune au sens de l'article L. 111-3 du même code, en l'absence de plan local d'urbanisme et de carte communale applicable.	b) Opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est compris entre 5 et 10 ha, ou dont la surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou l'emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du même code est supérieure ou égale

### 3.5 PRINCIPALES REGLEMENTATIONS APPLICABLES EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

---

Ce paragraphe rappelle les **principaux textes réglementaires** applicables à l'entreprise en matière de protection de l'environnement. Cette liste n'est pas exhaustive et déborde (pour certains textes cités ici, pour information) des activités de l'entreprise et donc des règlements qui lui sont strictement applicables.

#### TEXTES DE BASE

- ✓ Le Code de l'Environnement ;
- ✓ Loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux codifiée dans le livre V du code de l'environnement ;
- ✓ Loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) codifiée dans le livre V du code de l'environnement ;
- ✓ Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;
- ✓ Le décret du 20 mai 1953 relatif à la nomenclature des ICPE, codifié par le Code de l'Environnement ;
- ✓ Le décret 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement de déchets, codifié par le Code de l'Environnement ;
- ✓ Le décret n°77-1133 21 du septembre 1977 pris pour l'application de la loi n°76-663 relative aux ICPE, codifié dans le livre V du code de l'environnement,
- ✓ Le décret n°2007-397 relatif à la partie réglementaire du Code de l'Environnement ;
- ✓ Le décret n°94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et notamment des déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages, codifié dans la partie réglementaire du livre V du Code de l'Environnement ;
- ✓ Le décret du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets, codifié dans la partie réglementaire du livre V du Code de l'Environnement ;
- ✓ L'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées soumises à autorisation ;
- ✓ L'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, modifié par Arrêté du 24 septembre 2020 ;
- ✓ Arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 "accumulateurs (ateliers de charge d)"

## Annexes

1 – Arrêté Loi sur l'Eau



**PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE**

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES  
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

-----  
Bureau des Installations Classées  
pour la Protection de l'Environnement  
-----

**Dossier suivi par :** Mme HERBAUT  
☎ : 04.91.15.61.60.

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°48-2009 EA  
PORTANT  
AUTORISATION, AU TITRE DE L'ARTICLE L.214-3 DU CODE DE  
L'ENVIRONNEMENT, CONCERNANT LA CRÉATION DE LA ZONE  
D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) DES FLORIDES SUR LES COMMUNES DE  
MARIGNANE ET GIGNAC-LA-NERTHE**

-----  
**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR  
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**  
-----

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L.122-1 et R.122-1-1 et suivants, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56 ;

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles R.11-4 à R.11-14 ;

VU la demande d'autorisation déposée au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement, par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en vue de procéder à l'aménagement de la ZAC des Florides située sur les territoires des communes de Marignane et de Gignac-la-Nerthe, reçue en Préfecture le 7 avril 2009, enregistrée sous le numéro 48-2009 EA, complétée le 10 juillet 2009 et déclarée régulière et complète ;

VU le dossier (N°08A091 version C) annexé à cette demande et notamment l'étude d'impact, réceptionné le 10 juillet 2009 ;

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 28 juillet 2009 au 14 août 2009 inclus sur les communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe ;

VU l'avis du Service Régional de l'Archéologie de la Direction Régionale des Affaires Culturelles en date du 7 mai 2009 ;

VU l'avis du Sous-Préfet d'ISTRES en date du 12 mai 2009 ;

VU l'avis de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement en tant qu'autorité environnementale en date du 15 juillet 2009 ;

VU l'avis de la Direction Départementale de l'Équipement en date du 31 août 2009 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur, reçus en préfecture le 08 septembre 2009 ;

VU le rapport rédigé par le service de police de l'eau de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt le 29 septembre 2009 ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques des Bouches-du-Rhône lors de sa séance du 08 octobre 2009 ;

VU le projet d'arrêté adressé à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 8 octobre 2009 ;

VU la réponse formulée par le pétitionnaire le 14 octobre 2009 ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau du fait des procédures de chantier mises en œuvre et des modalités d'exploitation ;

CONSIDÉRANT les engagements proposés par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans son dossier de demande d'autorisation (N°08A091 version C de juillet 2009) ;

CONSIDÉRANT que les effets sur l'environnement du projet envisagé sont minimisés autant que possible par l'ensemble des mesures prévues par le dossier et prescrites ci-dessous, ces mesures devant concilier l'activité avec l'environnement aquatique ;

CONSIDÉRANT les modalités de déroulement du chantier et les mesures prises pour éviter les pollutions accidentelles ;

CONSIDÉRANT que le projet prend en compte les objectifs du SDAGE Rhône-Méditerranée et Corse ;

CONSIDÉRANT que le projet n'a pas d'effet notable sur les sites NATURA 2000 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône ;

## **ARRÊTE**

### **Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION**

#### **Article 1 : Objet de l'autorisation**

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole est autorisée, en application de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'aménagement de la ZAC des Florides. Cet aménagement, d'une superficie de 87 ha, se situe sur les territoires des communes de Marignane et de Gignac-la-Nerthe. Le périmètre de la ZAC s'inscrit entre la RD9 à l'ouest, le canal du Rove au nord, la RD48 à l'est et la RN 368 au sud (cf. annexes 1 et 2).

Les rubriques définies par la nomenclature de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

<b><i>Rubrique</i></b>	<b><i>Intitulé</i></b>	<b><i>Opération prévue</i></b>	<b><i>Régime</i></b>
------------------------	------------------------	--------------------------------	----------------------

<b>2.1.5.0</b>	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 20 ha.	<b>Surface concernée : 87 ha</b>	<b>Autorisation</b>
<b>3.1.2.0</b>	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau, sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m.	<b>Dérivation du ruisseau du Billard sur un linéaire d'environ 280 m</b>	<b>Autorisation</b>
<b>3.1.3.0</b>	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur supérieure ou égale à 10 m mais inférieure à 100 m.	<b>Busages sous la route de largeur maximale égale à 23 m</b>	<b>Déclaration</b>
<b>3.2.2.0</b>	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau dont la surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup>	<b>Création de talus en bordure des cours d'eau afin de contenir les débordements d'une crue centennale Bilan des surfaces soustraites à la zone inondable pour la crue de fréquence centennale : environ 20 000 m<sup>2</sup></b>	<b>Autorisation</b>
<b>3.3.1.0</b>	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant supérieure ou égale à 1 ha	<b>Destruction de deux hectares de zones humides sur le site</b>	<b>Autorisation</b>
<b>3.3.2.0</b>	Réalisation de réseaux de drainage permettant le drainage d'une superficie supérieure à 20 ha mais inférieure à 100 ha	<b>Projet de drainage au droit de certaines parcelles privées (bâtiments, parkings). Surface maximale concernée : 80 hectares</b>	<b>Déclaration</b>
<b>3.3.2.0</b>	Digues de rivières canalisées	<b>Endiguement des cours d'eau par des talus de 70 cm</b>	<b>Déclaration</b>

L'aménagement projeté est donc soumis au régime de l'**autorisation**.

## **Article 2 : Consistance de l'opération projetée**

**L'opération consiste à une viabilisation du site, à savoir : mise en place des voiries principales, des cheminements piétonniers, des réseaux (eaux usées, eaux pluviales, eaux potables...), des espaces verts.**

**Elle se décline de la façon suivante :**

### **2-1. Aménagement sur les cours d'eau :**

Les deux cours d'eau (ruisseau du Billard et fossé du Palun) de la zone concernée par le projet vont connaître une modification de leur profil en travers :

- reprofilage des berges en pente douce afin de créer des conditions favorables à l'émergence d'une ripisylve,
- élargissement du lit mineur, mise en place d'une bande verte inconstructible d'une largeur minimum de 15 m sur le lit majeur, positionnement de digue-talus de 70 cm de haut afin de garantir une protection des espaces aménagés de la ZAC contre les débordements d'une crue centennale.

La coupe type de ces aménagements de cours d'eau est présentée en annexe 3.

Le cours d'eau sera busé respectivement pour les passages sous voirie. Les dalots créés seront dimensionnés de façon à laisser passer les débits de crue centennale.

Le profil en long du ruisseau du Billard sera modifié sur un linéaire de 280 m sur le linéaire de 1 235 m traversant la ZAC (cf. annexe 4).

## **2-2. Gestion des eaux pluviales :**

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole envisage une technique alternative de gestion des eaux pluviales, à savoir une collecte des eaux pluviales par des noues situées en bordure ou au centre de la voirie. Ces noues collecteront également les débits de fuite issus des lots privés.

Les noues seront dimensionnées de manière à assurer l'écoulement des volumes ruisselés sur le domaine public et les débits de fuite des parcelles privées pour une pluie cinquantennale.

Le dimensionnement des noues est le suivant :

- . largeur en fond : 0,5 m
- . fruit des berges = 3 / 1
- . pente des berges = 5 ‰

La largeur maximale des noues est de 3,8 m.

Pour éviter toute contamination du sol en cas de pollution accidentelle (pollution par déversement d'hydrocarbures), le fond des noues sera imperméabilisé avec de l'argile compactée (à l'exception des noues situées en aval des bassins paysagers et des filtres à sable). Elles seront par ailleurs recouvertes d'une couche de terre végétale d'au moins quinze centimètres permettant l'engazonnement, la plantation des végétaux supportant les immersions temporaires.

Le stockage des eaux pluviales s'effectuera dans des bassins paysagers en déblais situés en aval hydraulique (cf. carte de l'annexe 5).

BV1	BV2	BV3	BV4	BV5	Total du volume de stockage
9 500 m <sup>3</sup>	4 800 m <sup>3</sup>	3 600 m <sup>3</sup>	2 150 m <sup>3</sup>	7 500 m <sup>3</sup>	27 550 m <sup>3</sup>

La vidange des bassins de stockage se fera par rejet à débit limité à 5 L/s/ha, jusqu'à une pluie cinquantennale, en deux points de rejets :

- un point de rejet sur le Canal du Rove au nord pour les bassins 2, 3, 4 et 5 ;
- le fossé de la Palun au sud pour le bassin 1.

Le temps de vidange des bassins est prévu sur un jour. Les bassins seront recouverts d'une couche de terre végétale d'au moins quinze centimètres, qui permettra l'engazonnement et la plantation de végétaux supportant les immersions temporaires. Leur fond ne sera pas étanche et une partie des eaux pluviales stockées au droit des bassins devra pouvoir s'infiltrer in situ, limitant d'autant les rejets au Canal du Rove et au fossé du Palun.

En aval des noues et avant injection des eaux pluviales dans les cinq bassins paysagers, cinq filtres à sable plantés de roseaux assureront une dépollution des eaux pluviales par décantation et filtration.

Les filtres à sable sont dimensionnés pour une pluie de fréquence d'apparition mensuelle.

Surface nécessaire pour le traitement du filtre n°1	Surface nécessaire pour le traitement du filtre n°2	Surface nécessaire pour le traitement du filtre n°3	Surface nécessaire pour le traitement du filtre n°4	Surface nécessaire pour le traitement du filtre n°5
2 900 m <sup>2</sup>	1 600 m <sup>2</sup>	1 300 m <sup>2</sup>	860 m <sup>2</sup>	2 500 m <sup>2</sup>

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole envisage de fixer sur le domaine privé un règlement spécifique sur la gestion des eaux pluviales : gestion des eaux pluviales à la parcelle jusqu'à une période de retour de 50 ans, débit de fuite autorisé sur le réseau public de 10 L/s/ha, incitation de l'usage des techniques alternatives d'assainissement pluvial (de type noues, chaussée à structure réservoir, tranchées drainantes, toitures végétalisées).

### **2-3. Gestion des eaux usées :**

L'assainissement des eaux usées sur la ZAC sera collectif de type séparatif. Les eaux usées seront collectées par des canalisations situées sous voirie. Le raccordement prévu sera de 3 000 équivalents habitants, soit un volume quotidien moyen de 336 m<sup>3</sup>. Les eaux usées seront traitées à la station d'épuration des Paluns de Marignane.

## **Titre II : PRESCRIPTIONS**

### **Article 3 : Prescriptions techniques spécifiques**

#### **3-1. Phase travaux**

Le titulaire imposera aux entreprises chargées des travaux, la réalisation et la mise en œuvre d'un Plan d'Assurance Environnement (PAE), ainsi que la mise en œuvre d'un Schéma d'Organisation du Plan du Respect Environnement (SOPRE) et du Plan de Respect Environnement (PRE) correspondant; ces procédures seront transmises au service chargé de la Police de l'Eau avant le début des opérations de travaux.

**Le titulaire** veillera à ce que le déroulement des travaux n'entraîne pas de dégradation des milieux aquatiques situés à proximité des zones de chantier et des voies d'accès aux engins.

La nature des matériaux utilisés et leurs conditions d'emploi ne devront pas être à l'origine de contamination du milieu.

Les travaux seront conduits selon des procédures et techniques évitant la dispersion de particules fines dans le milieu (dispositifs de décantation et/ou filtration).

Toute mesure sera prise afin d'assurer la protection des habitats et espèces remarquables terrestres et aquatiques à proximité des zones de chantier.

Les opérations de nettoyage, d'entretien, de réparation, de ravitaillement des engins ainsi que le stockage des matériaux seront effectués à l'intérieur d'aires réservées à cet effet et strictement délimitées : ces aires seront aménagées et exploitées de façon à ne pas générer de pollution du milieu terrestre et aquatique.

Toutes les mesures seront prises pour la collecte, le tri, l'évacuation et le traitement des sous produits solides et liquides générés par le chantier. Des moyens seront mis en place pour le recueil, le traitement et l'évacuation des eaux de lavage, des eaux issues de la fabrication des bétons, des huiles usées et des hydrocarbures.

Tous les matériaux issus des aménagements provisoires seront récupérés, stockés et évacués vers les filières de traitement adaptées.

Les prescriptions du présent arrêté seront intégrées dans le cahier des clauses techniques des entreprises retenues pour les travaux.

En cas d'incident ou de situation susceptible de modifier le bon déroulement du chantier tel que prévu dans le présent arrêté et le dossier technique et d'avoir des effets sur les milieux aquatiques, l'entreprise, sous la responsabilité du titulaire, devra immédiatement interrompre les opérations et prendre les dispositions nécessaires afin de limiter les effets sur le milieu. Le service chargé de la police de l'eau devra être immédiatement averti.

#### **3-2. Aménagement des cours d'eau**

Les aménagements sur les cours d'eau ne doivent pas :

- s'opposer au libre écoulement des eaux,
- augmenter les vitesses des eaux et l'érosion des berges,
- détruire des frayères ou des zones d'alimentation et de reproduction de la faune aquatique,
- créer des zones à risque d'inondation pour les proches habitations et les activités locales.

Compte-tenu des calculs des débits obtenus dans les récentes études hydrauliques du mois de juillet 2009, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole présentera, dès le début des travaux, pour validation au Préfet :

- une note sur la caractérisation des aléas d'inondation des deux cours d'eau. Ces aléas seront définis à partir des débits calculés les plus préjudiciables, à savoir ceux définis par la formule rationnelle ( $11,5 \text{ m}^3/\text{s}$  pour le ruisseau du Billard et  $8,1 \text{ m}^3/\text{s}$  pour le fossé du Palun) ;
- une étude technique justifiant de la résistance hydraulique des talus de 70 cm créant des chenaux d'écoulement endigués pour les cours d'eau, précisant les modalités d'entretien et présentant les mesures de surveillance mises en œuvre sur ces ouvrages.

Ces documents permettront d'établir des mesures constructives à suivre sur la zone (notamment l'implantation des bâtiments, la hauteur plancher...).

Compte tenu de l'impact sur la sécurité des personnes qu'est susceptible d'entraîner la rupture ou le dysfonctionnement des talus-digues envisagés le long des cours d'eau, ces ouvrages sont considérés comme intéressant la sécurité publique. Ils sont assimilés à des digues de rivières canalisées de **classe D** au titre du décret n° 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et de l'arrêté du 29 février 2008 fixant des prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques (article R.214-112 du code de l'environnement). Pour cela, un dossier sur les ouvrages sera rapidement transmis au service en charge de la police de l'eau et des visites techniques approfondies doivent être prévues tous les cinq ans.

### **3-3. Gestion des eaux pluviales**

Au vu des propositions faites par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, il est demandé que l'imperméabilisation des surfaces soit compensée par la création de bassins de rétention permettant d'assurer un degré de protection cinquantennale. Les débits rejetés dans le milieu naturel après urbanisation ne doivent pas dépasser les débits décennaux tels qu'ils étaient avant toute imperméabilisation. Afin de vérifier que les calculs théoriques correspondent à la réalité, le pétitionnaire fournira au service en charge de la police de l'eau un diagnostic sur le fonctionnement réel des ouvrages (noues, filtres à sable et bassins paysagers) un an après la mise en service, cinq ans plus tard et après une pluie d'occurrence cinquantennale. Pour la réalisation de ces diagnostics, un système fiable de mesure de hauteur de pluie devra être installé sur site. Ces diagnostics devront fournir, en fonction de la pluviométrie mesurée, les hauteurs d'eau dans les différents ouvrages, les débits réels rejetés et les débordements observés (hauteur et vitesse d'eau). Des solutions d'amélioration devront être proposées si cela s'avère nécessaire.

Au vu de la proximité de la nappe perchée, le fond des noues et des bassins paysagers ainsi que les ouvrages du domaine privé ne devront pas atteindre les eaux de cette nappe, quelle que soit la saison.

Par ailleurs, afin de vérifier l'efficacité des infiltrations prévues sur les domaines public et privé, le pétitionnaire doit effectuer sur toutes les zones envisagées des tests d'infiltration. Les données devront être transmises au service en charge de la police de l'eau, avant la mise en place des ouvrages d'infiltration.

Les ouvrages ne devront pas présenter des désagréments liés à une mauvaise gestion des eaux pluviales (présence d'eaux stagnantes...).

Afin de vérifier les taux de rendement de dépollution annoncée, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole devra transmettre, au service en charge de la police des eaux, les taux d'abattement de dépollution obtenus après les filtres à sables, les noues et les bassins paysagers.

Taux annoncés par le pétitionnaire :

		MES	DCO	DBO5	NTK	PB	HT
Filtres à sables	Pourcentage d'abattement	90 %	75%	85%	60%	90%	95%
Noues, bassins paysagers	Pourcentage d'abattement	75%	70%	85%	60%	75%	80%

Pour cela, le diagnostic devra comprendre des mesures amont et aval des ouvrages en concentration et en flux, en période normale et après des épisodes pluvieux significatifs. Le diagnostic devra être effectué dans l'année de la mise en service des ouvrages, puis trois ans après.

En cas de contrôle inopiné du service en charge de la police des eaux, toutes les analyses demandées seront prises en charge par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Un suivi annuel de la qualité des eaux superficielles et souterraines sera réalisé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sur les paramètres définis ci-après.

. Eaux superficielles :

Les mesures devront être réalisées en sortie des bassins 1 et 5 et à 2 m de la zone de dilution des rejets rejoignant les eaux superficielles. La localisation exacte devra être validée préalablement par le service en charge de la police de l'eau.

Les normes de rejets des bassins 1 et 5 dans les eaux superficielles doivent être inférieures aux seuils définis ci-dessous.

. au droit du rejet : indice hydrocarbures inférieur à 5 mg/l

. à 2 m de la zone de mélange rejet et eaux superficielles :

Seuils de la grille Seq-eau version 2 niveau vert	O2	MES	DCO	DBO5	NKJ	Pt	PB	Zinc	Benzo(a,h)anthracène	7 PCB	Glyphosate et 2,4 MCPA
	6 mg/l à 70 % de saturation	50 mg/l	30 mg/l	6 mg/l	2 mg/l	0,2 mg/l	0,005 yg/l	4,3 yg/l	0,0003 yg/l et 0,00006 yg/l	0,001 yg/l	0,4 yg/l et 1,5 yg/l

Si la qualité des eaux superficielles en amont du mélange est supérieure aux seuils demandés, les rejets de la ZAC ne doivent pas augmenter les valeurs de concentration des polluants présents.

. Eaux souterraines :

Pour les eaux souterraines, le pétitionnaire devra réaliser des piézomètres en amont et aval hydrauliques des bassins d'infiltration 1 et 5 ainsi que des points en aval hydraulique du domaine

privé afin de vérifier la qualité des eaux infiltrées. La localisation de ces ouvrages devra être préalablement validée par le service en charge de la police de l'eau.

Les ouvrages devront être réalisés conformément à la réglementation en vigueur. Des analyses annuelles d'eau seront effectuées dans les piézomètres sur les paramètres suivants : DCO, DBO5, ammonium, phosphore total, indices hydrocarbures (C4-C10 et C10-C40), benzène.

Une mesure spécifique de détergents sera faite annuellement sur les eaux superficielles et souterraines.

Des vannes de confinement devront être installées en amont des filtres à sable et des bassins. Elles devront être fermées, dans l'heure qui suit la pollution constatée. Le pétitionnaire devra être capable de confiner sur ces ouvrages l'équivalent d'un volume de 1200 m<sup>3</sup> (soit 2 heures du débit de défense incendie de la zone).

Les essences végétales utilisées pour les plantations devront être adaptées à la ripisylve locale.

En cas de débordement des ouvrages, les eaux doivent pouvoir être orientées pour s'écouler sur des zones ne présentant pas de risque pour la sécurité civile.

### **3-4. Gestion des eaux usées**

L'installation d'assainissements autonomes ne devra pas être envisagée sur la zone car des contrôles effectués montrent un dysfonctionnement généralisé sur des fosses septiques situées à proximité.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole devra fournir dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, un diagnostic de la station d'épuration de Marignane.

Ce diagnostic devra déterminer la capacité résiduelle de la station d'épuration à accueillir l'apport supplémentaire des flux polluants de la ZAC ainsi que les flux issus du bassin versant de l'agglomération d'assainissement à plus long terme compte tenu des perspectives de développement de l'urbanisation. Le diagnostic établira les actions concrètes correspondantes à mettre œuvre sur la station afin de répondre à ces objectifs.

Selon les résultats de l'étude de diagnostic, des raccordements pourront être acceptés, à concurrence de la capacité résiduelle de la station d'épuration tout en prenant en compte les évolutions de population raccordés sur le bassin versant. Chaque projet d'aménagement fera l'objet d'une analyse des débits et flux rejetés en regard de la capacité disponible de la station à ce moment là. Cette analyse sera transmise en préalable au service chargé de la police de l'eau. Aucun raccordement de pourra être effectué si la capacité nominale de la station est dépassée.

### **3-5. Rejets des eaux dans le canal du Rove**

Le débit rejeté ne doit pas occasionner de nuisances particulières sur le milieu aquatique et les usages locaux.

Le flux de pollution rejeté dans le canal du Rove par le bassin versant avant projet n'ayant pu être évalués dans le rapport final, seuls les volumes déversés sont indiqués.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole devra fournir un complément d'étude sur l'évaluation des effets du rejet sur le canal du Rove, dans les trois mois suivant la notification de l'arrêté.



### **3-6. Mesures compensatoires concernant la destruction de zones humides**

L'étude spécifique réalisée par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sur la zone humide du site montre qu'elle représente une superficie de 2 ha (en se basant sur les critères pédologique et de flore) et qu'elle présente des intérêts limités tant sur le plan de la fonctionnalité hydraulique que sur les composantes environnementales dégradées, du fait de l'occupation passée du sol et de la présence de nombreuses décharges sauvages.

Sachant que la mise en place des bassins paysagers et le recalibrage des ruisseaux du Billard et de la Palun vont profondément modifier la zone humide présente, et que l'objectif n°7 SDAGE RMC exige la restauration en urgence les milieux particulièrement dégradés, il est demandé au pétitionnaire :

- l'acquisition de 4 ha de zones humides (en se basant sur les critères pédologique et de flore) sur les 20 ha de terrains demandés de l'arrêté préfectoral du 3 août 2009 concernant la mesure compensatoire liée à la destruction d'espèces végétales protégées. Cette acquisition vise à compenser les 2 ha détruits de la zone. Elle se réalisera avec l'application de deux critères : proximité géographique et en privilégiant l'acquisition de terrains ne faisant pas l'objet d'une maîtrise foncière publique. Elle devra s'effectuer dans les trois ans à compter du démarrage des travaux, puis être rétrocédée au Conservatoire du Littoral. Préalablement à la rétrocession, le pétitionnaire devra réaliser une étude sur la fonctionnalité de la zone humide acquise afin de comprendre son fonctionnement et de prendre en conséquence les mesures de gestion, voir de réhabilitation si nécessaire pour la préservation de la zone. Lors de la rétrocession, le pétitionnaire fournira les moyens financiers au futur propriétaire ou gestionnaire afin de permettre la réalisation du plan de gestion et/ou de réhabilitation pré-établi sur une période de 10 ans. Le service en charge de la police de l'eau devra être tenu informé de l'avancée de cette prescription ;
- la réalisation d'une étude technique visant à confirmer que l'imperméabilisation de la ZAC des Florides ne va pas perturber l'espace de fonctionnalité de la zone humide des Paluns située à l'ouest de la ZAC, sachant que cette dernière représente des enjeux fort locaux. Cette étude devra faire l'objet de mesure avant et après la réalisation de l'opération. Le pétitionnaire a cinq ans à compter de la fin des travaux pour transmettre l'étude au service en charge de la police de l'eau.

### **3-7. Risques géologiques**

La commune de Marignane a fait l'objet de 5 arrêtés Cat Nat pour le gonflement des argiles. Les sondages semblent montrer une configuration géologique propice au gonflement. Il conviendra donc d'en tenir compte dans l'aménagement de la ZAC.

## **Article 4 : Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris autocontrôle)**

### **4-1. Phase travaux**

Le titulaire et l'entreprise chargée des travaux mettront en œuvre, chacun pour ce qui le concerne, des procédures et moyens de suivi du chantier permettant de s'assurer du respect des prescriptions du présent arrêté. L'entreprise tient un registre de suivi journalier du chantier précisant notamment les principales phases du chantier, tout incident survenu et toute information relative à un fait susceptible d'avoir une incidence sur le milieu.

Le titulaire consigne journallement :

- les informations nécessaires à justifier la bonne exécution des opérations,
- les conditions météorologiques et hydrodynamiques au cours des travaux à proximité des cours d'eau, notamment si celles-ci sont susceptibles de nécessiter des interruptions de chantier,
- l'état d'avancement du chantier,
- tout incident susceptible d'affecter le déroulement du chantier.

Le registre de suivi journalier de chantier est tenu en permanence à disposition du service chargé de la police de l'eau.

En fin de chantier, le titulaire adressera au service chargé de la police de l'eau, dans un délai de deux mois, un bilan global de fin de travaux qui contiendra, notamment :

- l'historique du déroulement des travaux,
- les observations, les incidents, les pollutions accidentelles, les mesures prises pour y remédier, les éventuelles modifications mineures apportées à l'avant projet ainsi que les difficultés rencontrées lors des travaux et toutes les mesures prises pour respecter les prescriptions du présent arrêté préfectoral,
- les plans de récolement de l'ensemble des aménagements.

Au vu de l'importance stratégique et de la fragilité des eaux souterraines, la phase chantier devra être conçue pour minimiser au maximum les pompages dans la nappe et les rejets afférents dans les milieux superficiels.

Au cas où il serait nécessaire de procéder à des puisements dans la nappe, une déclaration préalable devra être faite auprès du service de police de l'eau, conformément à la réglementation.

Une notice explicative concernant la procédure de pompage, le traitement des eaux et la localisation des rejets dans les milieux superficiels ou souterrains devra être transmise préalablement avant tous travaux au service en charge de la police de l'eau. Par ailleurs, ce point devra également faire l'objet d'un règlement spécifique à imposer aux maîtres d'ouvrages privés lors de leurs aménagements, notamment pour les fondations des ouvrages.

#### **4-2. Cours d'eau et ouvrages pluviaux**

Le titulaire devra maintenir en bon état de fonctionnement en permanence l'ensemble des cours d'eau et ouvrages hydrauliques. Il procédera à l'enlèvement de tout déchet (macro-déchets, sédiments...) ou dépôt risquant à terme de perturber le bon fonctionnement.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole devra mettre en place sur la ZAC des Florides une cellule d'intervention dont la mission est d'assurer :

- l'entretien suivant le plan présenté ci-dessous par le pétitionnaire ;
- la gestion et le contrôle du réseau d'eaux pluviales ;
- la vérification de la bonne conformité des rejets du domaine privé ;
- la qualité des rejets effectués dans les eaux superficielles et souterraines ;

Liste des ouvrages	Entretien courant		Entretien en cas de pollution accidentelle
	Type	Fréquence minimale	
Bassins Houes	Tonte ou fauche Arrosage, ramassage de feuilles, nettoyage des grilles, orifices d'arrivée et de départ	1 à 2 fois par an Aussi souvent que nécessaire	Pompage au plus tôt Curage et remplacement de la couche superficielle
	Curage	Tous les 10 à 15 ans	
Filtres à sable	Nettoyage	1 fois par an	
	Curage	Si la perméabilité est insuffisante	
Tranchée d'infiltration	Curage	2 fois par an (si nécessaire)	Curage et nettoyage complet
Chaussée à structure réservoir	Nettoyage des regards d'alimentation de la chaussée	2 fois par an (si nécessaire)	Pompage dans les regards

En plus du contrôle régulier, les ouvrages devront faire l'objet d'une inspection et d'un nettoyage après chaque pluie importante.

L'entretien de la végétation dans les ouvrages sera réalisé mécaniquement ou biologiquement, il sera interdit l'usage de procédés chimiques.

Un bilan annuel sera fourni au service chargé de la police de l'eau avant le 30 mars de l'année suivante. Il fera état :

- des actions réalisées ;
- des problèmes et incidents rencontrés durant l'année d'exploitation et les solutions apportées ;
- des interventions dans le cadre de l'entretien régulier ou exceptionnel des ouvrages ;
- du fonctionnement des ouvrages hydrauliques lors des événements pluvieux à caractère exceptionnel ;
- des accidents ayant entraîné un déversement de produit polluant, les conséquences pour le milieu naturel, l'efficacité des dispositifs préventifs et les mesures particulières mises en œuvre ainsi que les enseignements à en tirer.

## **Article 5 : Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident**

Préalablement à la mise en service du réseau d'eaux pluviales, le titulaire élaborera un plan d'intervention en cas de pollution accidentelle ou de débordement. Celui-ci définira :

- les modalités de confinement, de récupération et d'évacuation des substances polluantes, ainsi que le matériel nécessaire au bon déroulement de l'intervention (sacs de sable, pompe, bac de stockage...) ;
- un plan d'accès au site, permettant d'intervenir rapidement ;
- la liste des personnes et organismes à prévenir en priorité (service de police de l'eau, protection civile, ...) ;
- les modalités d'identification de l'incident (nature, volume et matières concernées, ...).

Ce plan sera mis en œuvre dans les meilleurs délais.

En cas de pollution accidentelle collectée par le réseau d'eaux pluviales des parties communes, un confinement rapide devra être organisé. Les matières polluantes et les terres souillées seront ensuite enlevées puis conduites vers un centre de traitement approprié.

## **Article 6 : Eléments à transmettre au service chargé de la police de l'eau**

Article	Objet	Echéance
Art 3.1	Plan d'Assurance Environnement (PAE)	Avant le début des travaux
	Schéma d'Organisation du Plan de Respect Environnement (SOPRE) et du Plan de Respect Environnement (PRE)	
Art 3.1	Toute information concernant un incident ou une situation susceptible de modifier le bon déroulement du chantier	Immédiatement
Art 3.2	Une note sur la caractérisation des aléas d'inondation des deux cours d'eau, une étude technique justifiant de la résistance hydraulique des talus ainsi que le dossier réglementaire de la digue-talus	Dès le début des travaux
Art 3.3	Un diagnostic sur le fonctionnement réel des ouvrages (noues, filtres à sable et bassins paysagers)	Un an après la mise en service, cinq ans plus tard et après une pluie d'occurrence cinquantennale
	Résultats des tests d'infiltration	Avant la mise en place des systèmes d'infiltration
Art 3.3	Bilan annuel des résultats d'analyses sur les eaux superficielles et souterraines	Le 30 mars de chaque année après la fin des travaux
Art 3.4	Un diagnostic de la capacité de la station d'épuration	Dans les trois mois à compter de la date de notification de l'arrêté
Art 3.5	Un complément d'étude sur l'évaluation des effets du rejet sur le Canal du Rove	Dans les trois mois à compter de la date de notification de l'arrêté
Art 3.5	L'acquisition de 4 ha de zones humides avec son étude de fonctionnalité	Trois ans à compter démarrage des travaux
	La réalisation d'une étude technique visant à confirmer que l'imperméabilisation de la ZAC des Florides ne va pas perturber l'espace de fonctionnalité de la zone humide des Paluns	Cinq ans à compter de la fin des travaux
Art 4.1	Bilan global de fin de travaux	2 mois après la fin des travaux
Art 4.1	Tenu d'un registre journalier	Disponible en permanence
Art 4.2	Bilan annuel de la cellule d'intervention	30 mars de chaque année après la fin des travaux
Art 5	Plan d'intervention en cas de pollution accidentelle ou de débordement	Préalablement à la mise en service du réseau pluvial

### **Titre III : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

## **Article 7 : Durée de l'autorisation**

La présente autorisation est accordée à titre permanent.

## **Article 8 : Conformité au dossier et modifications**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, **avant sa réalisation** à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R 214-18 du code de l'environnement.

## **Article 9 : Caractère de l'autorisation**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le permissionnaire de se conformer aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

## **Article 10 : Déclaration des incidents ou accidents**

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

## **Article 11 : Accès aux installations**

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

## **Article 12 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 13 : Autres réglementations**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

### **Article 14 : Publication et information des tiers**

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département des Bouches-du-Rhône.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affichée pendant une durée minimale d'un mois en mairies de Marignane et de Gignac-la-Nerthe.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'en mairies de Marignane et de Gignac-la-Nerthe.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée d'au moins 1 an.

### **Article 15 : Voies et délais de recours**

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de la publication de l'acte au recueil des actes administratifs des Bouches-du-Rhône, dans les conditions des articles L.214-10 et L.514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

### **Article 16 : Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,  
Le Sous-Préfet d'Istres,  
Les Maires des communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt des Bouches-du-Rhône,  
Le Directeur Départemental de l'Équipement,  
Le Chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques,

et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Bouches-du-Rhône.

-  
Marseille, le 15 octobre 2009  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général  
Signé Jean-Paul CELET